

Préserver la nature en lui donnant un prix (ou une valeur monétaire) ?

Un résumé en deux pages

Pour les économistes néoclassiques il n'y a pas de vrai problème de préservation de la Nature : nous pouvons puiser sans limites dans les richesses naturelles. L'essentiel est que l'appauvrissement du patrimoine naturel, considéré comme un « capital » au service exclusif du niveau de vie, soit compensé par l'accroissement de substituts produits par l'activité humaine. Cette conception s'oppose à autre vision, « anti-utilitariste et anti-anthropocentrée », où la Nature a une valeur intrinsèque, non économique, mais aussi non réductible aux services et aux satisfactions diverses (y compris non économiques) qu'elle rend aux seuls humains. Une forêt, par exemple, remplit des « fonctions écologiques » sur un mode systémique et c'est pour cela qu'il faut parler de valeur intrinsèque de la forêt comme écosystème dynamique.

Il y a longtemps que « la nature », pour certaines de ses composantes, est devenue une « quasi-marchandise ». On a des prix de marché des terres, des hectares de forêts vendues ou louées, des concessions d'exploitation de diverses ressources du sous-sol, des rentes foncières ou minières, etc. Mais tout cela ne dit rien d'une éventuelle valeur économique de ces morceaux de nature en partie marchandisés, ne serait-ce que parce que leur « production » ou reproduction n'est pas principalement le résultat d'une activité humaine, mais celui de processus naturels. L'activité humaine peut y jouer un rôle, mais il est secondaire.

La question de la monétarisation se complique avec les « services gratuits » (à une époque et dans une société données) de la nature. Pour une forêt, il s'agit notamment de sa biodiversité, de la qualité des eaux, de ses qualités esthétiques et récréatives ou de sa fonction de « puit de carbone ». Pourquoi vouloir associer des valeurs monétaires à de telles « fonctions » ? Il conviendrait de distinguer quatre catégories : des PRIX DE MARCHÉ, ayant un rapport direct ou indirect avec une logique marchande (le « prix du carbone » sur un marché de droits d'émissions), des PRIX « RÉVÉLÉS » OU DES COÛTS FICTIFS, issus d'hypothèses d'économistes, des COÛTS OBSERVABLES, souvent dignes d'intérêt, et des TARIFS POLITIQUES OU « CONVENTIONS D'EQUIVALENCE MONETAIRE » (exemple : des montants de taxes, des bonus/malus).

Le bilan, effectué dans mes billets, des méthodes des économistes pour attribuer des montants monétaires dans de tels cas (coûts des dommages, coûts de remplacement par des artefacts produits, coûts observables de restauration intégrale ou « coûts de renouvellement », « consentement à payer »...) ne donne guère confiance, bien que certaines évaluations en termes de coûts observables de « conservation » me semblent pertinentes.

En dépit de ces limites, les défenseurs de l'environnement exigent qu'on mette des prix, des coûts, ou des tarifs monétaires conventionnels dont des taxes (trois pistes très différentes), non pas sur la nature en général, mais sur des bouts de nature, des fonctions remplies par la nature, des usages excessifs de la nature, etc. Ils y voient à juste titre une possibilité de modifier les comportements et les décisions (de production, de consommation) pour inciter à « produire et consommer vert » et décourager les productions et les consommations les plus polluantes en les taxant d'une façon ou d'une autre, ou via des « bonus/malus » (qui se sont révélés efficaces), etc.

Pour eux, la nature n'a ni valeur économique ni prix, pas plus que la vie humaine ou bien d'autres choses « d'une grande valeur ». Mais, pour en prendre soin, certains coûts doivent être engagés et certains tarifs, taxes ou autres montants monétaires doivent être définis par la délibération politique, ce qui influe sur certains prix de marché. Jusque là, je n'ai pas d'objection, bien au contraire.

On semble se diriger, dans les meilleurs des cas, vers des méthodes aussi « participatives » que possible pour déterminer, au cas par cas, ces montants monétaires divers s'ils sont jugés utiles, en évaluant leur efficacité écologique et leurs incidences sociales.

La principale raison de ma méfiance, qui, je l'ai dit, ne s'applique pas à tout, est que, en empruntant la voie de la rationalité économique, et non celle de la valeur intrinsèque et des fonctions écosystémiques non économiques, les écologistes peuvent être pris au piège et voir ces outils se retourner contre eux. Cela dit, méfiance n'est pas refus systématique. Encore faut-il interdire certaines dérives, car nous vivons dans des sociétés et dans un monde où les pouvoirs économiques dominants restent ceux de la finance globalisée et des firmes multinationales. Leur stratégie actuelle vise à inventer des marchés pour des fonctions techniques remplies gratuitement par la nature ou « services écosystémiques ».

Selon eux, il faut découper la nature en « ateliers fonctionnels », comme dans une unité industrielle - à l'opposé de la logique des écosystèmes – chacun de ces ateliers produisant un service mesurable, avec des droits de

propriété et, par exemple, des contrats de fermage ou de métayage pour ceux (des collectivités paysannes ou forestières) qui « produisent » ces services. Avec bien entendu des rentes pour les propriétaires ayant acquis les droits. Et il faut créer un marché de ces services. Tel est le cas des marchés du carbone et des « mécanismes de développement propres » (MDP) que je développe dans le dernier de mes quatre billets.

Cela débouche sur des monstruosité écologiques où, par exemple, des multinationales cherchent à compenser leurs émissions au Nord par la plantation de forêts au Sud afin de recevoir des crédits d'émission. Les forêts sont ici réduites à une seule fonction, celle de puits de carbone, à l'exclusion de toutes leurs autres qualités comme écosystèmes. Résultat : on encourage ainsi les monocultures d'arbres qui détruisent les écosystèmes (eucalyptus, palmiers à huile, pins transgéniques, qui donnent droit à des crédits carbone), qui détruisent les agricultures vivrières, provoquent l'exode rural et le chômage, épuisent les sols et les ressources en eau.

Certains amis économistes (vraiment) écologistes estiment que le marché carbone européen est un énorme échec, mais que cela ne tient pas au principe de tels marchés. Ces derniers pourraient être efficaces (pour réduire les émissions par exemple) si les pouvoirs publics les encadraient bien.

Voici une objection. S'il s'agissait non pas d'émissions de gaz à effet de serre mais de pollutions par exemple chimiques (d'une rivière, de l'air) ayant des impacts immédiats, visibles et médiatisés, sur la santé et la vie des gens concernés, il est certain qu'aucun écolo n'admettrait qu'on autorise une firme à poursuivre de tels dégâts en achetant des « droits de polluer » à des entreprises plus propres. L'usine Spanghero a été fermée pour moins que ça. Il appartient selon moi à ceux qui ont une fibre écolo de gagner la bataille de l'opinion sur l'extrême gravité de la crise climatique, pour ne parler que d'elle. Ils le font quotidiennement. Mais s'ils acceptent l'idée de marché de droits, ne jouent-ils pas contre leur camp au nom d'une efficacité qui n'est pas prouvée ?

CONCLUSION

1) L'usage d'outils économiques et monétaires (par exemple une taxe carbone conçue avec un souci de justice sociale, et en surveillant ses possibles effets pervers) pour favoriser une « transition juste » est l'un des éléments souhaitables d'une palette bien plus large d'interventions.

2) Le recours éventuel à ces outils n'implique pas la formation de marchés ni de marchés financiers. Il exclut l'idée de « compensation » possible entre dégâts ici et « réparations » ailleurs. Mais un principe de précaution s'impose, vu le contexte et les rapports de pouvoir économiques, et vu que ces outils peuvent se retourner contre « nous ».

3) Ces outils sont d'une extrême diversité et on ne peut pas les évaluer globalement. Il faut du cas par cas, et éventuellement des typologies. Je suis en particulier hostile aux évaluations économiques de la biodiversité, qui a aujourd'hui de fervents supporters, en raison de leur caractère réducteur, incitant à des pratiques de « compensation » qui sont des machines à tout artificialiser et à tout rendre équivalent, ce qui est un non-sens écologique. Cela dit, en particulier à une échelle locale, envisager des coûts de vraie restauration écologique de certains espaces ou de certains cours d'eau pollués me va très bien.

4) Pour ce qui est des ressources naturelles dont on pense qu'elles devraient constituer des biens communs gérés collectivement avec précaution et sens des limites, les marchés et les marchés financiers connexes qui ont été inventés depuis les années 1970 et 1980 (quotas laitiers au Québec, quotas individuels en Australie, etc.) sont selon moi à éviter. Sauf si on me démontre que de tels marchés peuvent être cogérés par leurs « parties prenantes », ce dont je doute faute de preuves. J'ai tendance à penser que les dispositifs non marchands sont nettement préférables, et bien plus compréhensibles par les citoyens.

5) La démocratie et la société civile doivent s'emparer de ces outils contre l'expertocratie économique et financière, tout en s'alliant avec les réseaux d'économistes et écologistes les plus « citoyens », faire un tri sélectif, recycler les plus utiles, les soumettre en amont aux connaissances scientifiques d'autres domaines, et refuser les monstruosité financières.

6) En faisant cela, il faut garder les yeux fixés sur des finalités de société et sur la qualité intrinsèque des biens communs naturels, avec des indicateurs pertinents, non monétaires (sauf éventuellement des indicateurs de coûts observables).